

**Convention collective départementale**

IDCC : 899. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,  
MÉCANIQUES ET CONNEXES  
(MARNE)**

**(26 juillet 1976)**

(Etendue par arrêté du 26 octobre 1978,  
*Journal officiel* du 14 janvier 1979)

**ACCORD « SALAIRES » DU 14 DÉCEMBRE 2004**

NOR : *ASET0550345M*  
IDCC : *899*

Entre :

L'union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) de la Marne,

D'une part, et

L'union des syndicats des métaux Force ouvrière de la Marne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Dispositions générales*

Le présent accord institue un barème de rémunérations annuelles garanties (RAG), applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004, sur la base de 151,67 heures correspondant à un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures. Il annule et remplace le barème figurant en annexe II de l'accord du 9 octobre 2003.

Ce barème figure en annexe I du présent accord.

Il est adapté proportionnellement à l'horaire de l'entreprise ou à celui du salarié concerné.

Il fixe, pour chaque coefficient de la classification, la rémunération annuelle au-dessous de laquelle un salarié ne peut être rémunéré.

Le présent accord institue également un barème de rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) qui sert à la fois de base de calcul pour les primes d'ancienneté et de garantie mensuelle de rémunération, la rémunération effective ne devant pas être inférieure au SMIC.

Ce barème figure en annexe II du présent accord.

Sont exclus du bénéfice de ces garanties les titulaires d'un contrat de travail régi par des règles spécifiques en matière de rémunération, comme, par exemple, les contrats d'apprentissage ou les contrats de formation en alternance.

## **Article 2**

### *Rémunérations annuelles garanties*

#### **2.1. Mise en œuvre**

Conformément à l'accord national du 13 juillet 1983 modifié par l'avenant du 17 janvier 1991, pour vérifier si un salarié a effectivement bénéficié de la rémunération annuelle à laquelle il a droit en fonction de sa classification, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire qu'il aura perçus au cours de l'année concernée, quelles qu'en soient la nature et la périodicité et supportant les cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale, à l'exception :

- de la prime d'ancienneté prévue par la convention collective territoriale des industries métallurgiques applicable ;
- des majorations pour travaux pénibles, dangereux, insalubres, découlant des dispositions de convention collective territoriale des industries métallurgiques applicable ;
- des primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

En vertu de ce principe, sont notamment exclues :

- les sommes constituant un remboursement de frais et ne supportant pas les cotisations de sécurité sociale ;
- les sommes correspondant à l'intéressement et à la participation des salariés aux résultats dans l'entreprise.

Les compensations pécuniaires versées au titre de l'ensemble des réductions d'horaires sont donc à prendre en compte pour effectuer cette vérification.

#### **2.2. Absences**

En cas d'absence du salarié pour quelque cause que ce soit (maladie, maternité, accident, congé sans solde, mise à pied, etc.), il y aura lieu d'ajouter aux salaires bruts, tels que définis à l'article 2, la rémunération brute que le salarié aurait perçue s'il avait effectivement travaillé et de déduire toutes les sommes éventuellement reçues par le salarié à titre d'indemnisation de la perte de salaire consécutive à son absence.

#### **2.3. Complément de rémunération**

En fin d'année, si la vérification du montant des sommes versées en application des dispositions ci-dessus fait apparaître qu'un salarié n'a pas perçu l'intégralité de la rémunération qui lui est garantie l'employeur doit verser un complément, à due concurrence, au plus tard lors de la paie du mois de janvier de l'année suivante.

### **Article 3**

#### *Rémunérations minimales hiérarchiques*

Les rémunérations minimales hiérarchiques (RMH), telles que définies à l'article 217 de la convention collective de la métallurgie de la Marne, sont déterminées comme suit :

- à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2004, sur la base d'une valeur du point de 4,395 €, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Elles comprennent les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions d'horaires.

Le tableau des RMH fait l'objet de l'annexe II du présent accord.

### **Article 4**

#### *Formalités de dépôt*

Le présent accord est établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires et être déposé à la direction départementale du travail ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Reims.

Fait à Reims, le 14 décembre 2004.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE I

### **Rémunérations annuelles garanties à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004**

Etablies pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures  
(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION annuelle garantie
I	1	140	13 469
	2	145	13 472
	3	155	13 483
II	1	170	13 545
	2	180	13 708
	3	190	14 050
III	1	215	14 616
	2	225	15 009
	3	240	15 879
IV	1	255	16 667
	2	270	17 634
	3	285	18 823
V	1	305	20 598
	2	335	22 569
	3	365	24 297
	3	395	26 264

Les compensations pécuniaires versées au titre de l'ensemble des réductions d'horaires sont à prendre en compte pour effectuer la comparaison entre les rémunérations réelles et les RAG.

## ANNEXE II

### Barème des rémunérations mensuelles minimales hiérarchiques applicable à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2004

(Valeur du point : 4,395 €)

Etabli pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures

(En euros.)

NIVEAU	ÉCH.	COEFF.	OUVRIER (5% inclus)	ADMINISTRATIF et technicien	AGENT DE maîtrise	AGENT DE maîtrise d'atelier (7 % inclus)
I	1	140	O 1 646,07	615,30		
	2	145	O 2 669,14	637,28		
	3	155	O 3 715,29	681,23		
II	1	170	P 1 784,51	747,15		
	2	180		791,10		
	3	190	P 2 876,80	835,05		
III	1	215	P 3 992,17	944,93	AM 1 944,93	1 011,07
	2	225		988,88		
	3	240	1 107,54	TA 1 1 054,80	AM 21 054,80	1 128,64
IV	1	255	1 176,76	TA 2 1 120,73	AM 31 120,73	1 199,18
	2	270	1 245,98	TA 3 1 186,65		
	3	285	1 315,20	TA 4 1 252,58	AM 41 252,58	1 340,26
V	1	305		1 340,48	AM 51 340,48	1 434,31
	2	335		1 472,33	AM 61 472,33	1 575,39
	3	365		1 604,18	AM 71 604,18	1 716,47
	3	395		1 736,03	1 736,03	1 857,55

Les rémunérations figurant ci-dessus ont été calculées pour un horaire mensuel de 151,67 heures, compensations pour réductions d'horaires incluses. Les rémunérations effectives ne devront pas être inférieures au SMIC.

La prime de panier prévue par l'article 221 de la convention collective de la métallurgie de la Marne sera portée à :  $(646,07 : 151,67) \times 1,5 = 6,39$  €.